

Alimentation. Oxfam dénonce des inégalités à la chaîne



Claude Prigent

Le système alimentaire mondial présente des disparités de plus en plus criantes. Agriculteurs et producteurs, en France et dans le reste du monde, gagnent toujours moins depuis 20 ans, alors que la grande distribution accumule les bénéfices. C'est ce que dénonce Oxfam.

« La grande distribution est devenue la gardienne du commerce alimentaire mondial », estime l'organisation non gouvernementale Oxfam, qui dénonce les « pressions continues » subies par les producteurs pour « qu'ils réduisent leurs coûts », tout en répondant « à des exigences de qualité des plus rigoureuses ».

Les actionnaires privilégiés

Selon un calcul de l'ONG, les huit premières grandes surfaces du monde cotées en Bourse ont réalisé quelque 1 000 milliards de dollars de vente en 2016 et près de 22 milliards de bénéfices. « Au lieu de réinvestir dans leurs

fournisseurs, elles ont reversé plus de 15 milliards de dollars de dividendes à leurs actionnaires », indique cette étude internationale intitulée : « Derrière le code-barres, des inégalités à la chaîne ».

Baisse des prix

La puissance d'achat de la distribution qui fait baisser continuellement les prix exacerbe le risque de violations des droits de l'Homme et des droits du travail : précarisation sans limite, enfants au travail et harcèlement sont « légion dans les secteurs agricole et alimentaire ».

Entre le milieu des années 90 et celui des années 2010, le prix des haricots verts du Kenya a ainsi baissé de 74 % et celui du jus d'orange brésilien de 70 %. « Cette tendance a contribué au recul des prix payés aux paysans et producteurs, qui, désormais, recouvrent à peine le coût de production », de plus en plus d'entre eux se voyant contraints d'abandonner leurs terres ou d'accepter des travaux précaires dans de grandes plantations.

Des agriculteurs qui ont faim

Jusqu'au paradoxe le plus « cruel », régulièrement dénoncé par des organisations internationales comme la FAO ou les associations de commerce équitable : la faim chez les paysans et les travailleurs du secteur. Ceux-là

mêmes qui produisent la nourriture. En France, où le marché des produits alimentaires dépasse les 240 milliards d'euros par an, soit le marché le plus important de l'UE derrière l'Allemagne, cette évolution, accompagnée de suicides de paysans, a conduit le gouvernement à proposer une loi en cours de discussion au Parlement pour tenter de desserrer l'étau.

Un meilleur partage

L'objectif est de rééquilibrer le partage de la valeur entre ceux qui produisent et ceux qui vendent dans un pays où cinq centrales d'achat « ont une influence sur 90 % des achats de produits alimentaires dans les enseignes de la grande distribution ».

Entre 1996 et 1998, les producteurs, qui touchaient en moyenne 8,8 % du prix final du panier, n'en recevaient plus que 6,5 % en 2015. Dans le même temps, la grande distribution voyait sa part gonfler à 48,3 % du prix final, contre 43,5 % 20 ans plus tôt. Pourtant, Oxfam estime qu'il est « tout à fait possible » que les « paysans et travailleurs gagnent un revenu minimum vital ». « Il suffirait d'investissements minimes » pour favoriser un partage plus équitable de la valeur, selon l'étude qui préconise, notamment, la fixation d'un prix minimum par les pouvoirs publics pour les produits agricoles de base.